

Le remplacement des paysans ?

Par Denis MESHAKA

Publié le 14/10/2022



Face à l'avènement de l' « *AgriTech* », qu'advient-t-il du métier de paysan ? Assistons-nous à une nouvelle « *Révolution verte* » ? L'addiction aux nouvelles technologies va-t-elle s'ajouter à la dépendance aux intrants chimiques ?

Soutenue par l'agro-industrie et les pouvoirs publics, l'AgriTech - ou agriculture de précision [1] - prend ses marques et questionne sur la place laissée au monde paysan. Les crises sociales et économiques qui ont déjà touché cette partie de la population dans la deuxième partie du XX^{ème} siècle devraient pourtant inciter à la vigilance.

Le mythe de la « *Révolution verte* »

Dénonçant le conservatisme et l'ignorance des paysans, les pays occidentaux imposent, dans l'entre-deux-guerres, une modernisation technique du secteur agricole. Ils développent des expérimentations visant à démontrer l'utilité d'engrais chimiques, notamment les composés azotés [2]. Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, la France relance son agriculture et son industrie : elle favorise l'exode rural pour faire tourner ses usines et engage l'agriculture dans la « modernité » technique. L'ouvrier est valorisé et le paysan doit alors muter. Grâce au Plan Marshall, des « semences améliorées » ou hybrides F1 ainsi que des engrais et des pesticides dont elles ont besoin sont distribués aux coopératives agricoles et aux commerçants [3]. Ces intrants permettent à l'industrie chimique de recycler ses excédents de production d'explosifs. La dépendance aux industries agrochimiques s'installe subrepticement... Le troisième pilier de cette restructuration de l'agriculture est la mécanisation, aux dépens de l'utilisation des animaux. En 1950, l'agriculture française comptait 5 millions de bêtes de travail et moins de 150 000 tracteurs pour 33,5 millions d'hectares de surface agricole utilisée. Pour s'adapter aux exigences du marché et de la Politique Agricole Commune entrée en vigueur en 1962 [4], les paysans deviennent des « exploitants agricoles » et s'endettent pour s'équiper d'outils motorisés. En 1990, les animaux ont disparu et, à l'aube du XXI^{ème} siècle, moins de 1,5 million de tracteurs suffisent pour entretenir 30 millions d'hectares. Cet enchaînement illustre les travers de l'« agriculture moderne » du XX^{ème} siècle. Cette évolution a-t-elle été source de mieux-être ? Qui a profité de ces changements radicaux de l'agriculture française ?

L'archaïsme n'est pas où on croit

La démarche délibérée de la « Révolution verte » et ses conséquences, dont l'appauvrissement des sols par les pollutions chimiques et les problèmes socio-économiques, se révèlent aujourd'hui être une impasse tout autant écologique qu'économique. Le sociologue H. Mendras évoquait déjà en 1967 « la disparition de la civilisation paysanne et son remplacement par une autre, technicienne, ... le dernier combat de la société industrielle contre le dernier carré de la civilisation traditionnelle ». L'AgriTech ne propose rien de mieux. Son objectif n'est pas de relancer l'activité agricole mais d'augmenter les profits de l'agro-industrie, des banques, et autres agents financiers. Ignorant une dynamique agronomique ancestrale, des savoir-faire et un mode d'être au monde, l'AgriTech trace donc son chemin, au détriment des paysans. Or, un assèchement de la population paysanne - « le plus grand plan social de l'histoire » selon Terre de Liens [5] – engendrerait des coûts financiers majeurs pour la société. Celle-ci devra trouver des solutions de reclassement pour les paysans qui auront perdu leur activité et leur rémunération.

En juillet 2021, le ministre de l'Agriculture rappelait : « La moitié des agriculteurs partira à la retraite dans les cinq à dix prochaines années [...] il faut assurer le renouvellement des professionnels du secteur agricole et répondre aux défis de demain » [6]. Pour éviter de tomber dans un archaïsme social, M. Denormandie aurait dû réaffirmer que les paysans font partie de ces « professionnels du secteur agricole » et qu'il ne faut donc pas en supprimer davantage. La préservation du monde paysan n'est, en outre, pas incompatible avec le maintien d'une forme de modernité agricole qui prendrait en compte les récents mouvements sociétaux. L'attrait grandissant de certains urbains pour la ruralité justifie, en effet, un apport de main-d'œuvre dans les champs, qui impacterait positivement l'emploi. On peut enfin rappeler que la disparition des paysans fut une cause de la désertification rurale dont les territoires ont longtemps souffert.

Des solutions protectrices du monde paysan

L'État et les entreprises réussiront-ils le défi de mettre tout le monde paysan dans la barque technologique ? Et si la vraie modernité était de refuser l'idée de toujours plus de technique et de moins en moins de paysans ? Renouer avec une agriculture qualitative, saine et productive peut,

en effet, aller de pair avec une amélioration des conditions de travail, et mener à la renaissance d'une paysannerie vivante, joyeuse, autonome et peu endettée.

Selon l'Atelier Paysan [7], source d'expertise sur le monde paysan et ses besoins, « *la question n'est pas de savoir s'il faut ou non continuer à déployer le numérique, la robotique et les biotechnologies pour l'agriculture, mais d'évaluer à la fois leur pertinence pour le développement d'une agroécologie paysanne [...], leur cohérence avec les agriculteurs sur le terrain, et l'ensemble des impacts prévisibles. Refuser ce questionnement revient à soutenir une fuite en avant techniciste et idéologique* ». Formant les paysans à l'autoconstruction, l'Atelier Paysan plaide pour « *une souveraineté technique, une autonomie par l'entraide et la réappropriation des savoirs et des savoir-faire, à rebours des technologies qui déposèdent* » .

Sur un plan global, le profil socio-économique des familles paysannes, qui assurent 70% de la nourriture disponible sur la planète, ne semble pas compatible avec l'AgriTech. S'appuyant sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans (UNDROP), la Via Campesina prévient : « *Le fait de se concentrer sur des solutions techniques et numériques purement orientées vers le profit favorise une plus grande intensification de l'agriculture, et permet à l'industrie alimentaire à grande échelle de maintenir le statu quo et de faire payer aux générations futures les coûts des impacts à long terme de ces modèles de production. Au contraire, il est maintenant temps de mettre en place des politiques alimentaires et agricoles équitables favorisant des économies saines et un modèle de production et de distribution équitable, qui garantissent le droit à une alimentation de qualité pour tous les citoyens* » [8]. Le syndicat paysan international demande aussi à l'Union européenne de mettre la stratégie De la Ferme à la Table en conformité avec l'UNDROP. Cette dernière évoque, en outre, dans son article 8, le droit à la liberté de pensée, de conscience, d'opinion et d'expression des paysans, droits élémentaires bafoués par le modèle unique imposé par l'AgriTech.

[1] [Christophe NOISETTE](#), « [L'agriculture, terrain de jeu de la numérisation et de la robotisation](#) », *Inf'OGM*, 14 octobre 2022

[2] A. Page, « Guerres et fertilisation : essor des engrais azotés en France et en Grande-Bretagne, 1918-1960 », in Christophe Bonneuil, Margot Lyautey et Léna Humbert (eds.), « [Histoire des modernisations agricoles au XXe siècle](#) », Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2021, pp. 39-52.

[3] A. Page, *Ibid*

[4] Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, « [La Politique agricole commune \(PAC\), 60 ans d'histoire](#) », 9 mai 2022

[5] Terre de Liens, « [Le plus grand plan social de l'histoire ?](#) », 8 juin 2022

[6] Florent Vairet, [Interview de Julien Denormandie : « De plus en plus d'urbains tentent l'aventure agricole et c'est une bonne nouvelle ! »](#), *Les Echos*, 6 juillet 2021

[7] Site Internet de [L'Atelier Paysan - une coopérative d'intérêt collectif à majorité paysanne](#)

[8] Page « [UNDROP](#) » du site Internet de [La Via Campesina](#)